



Sous-comité national
des DPI sur la protection
de l'information

Rapport du SCDPI au

CDPISP

Février 2016

Table des matières

Sommaire

Aperçu de la collaboration, de la participation et des réunions du SCDPI.....	2
Rencontre du SCDPI à Ottawa	2
Analyse juridictionnelle 2016 du SCDPI sur les privilèges administrateur	3
Enquêtes et collaboration judiciaire.....	3
Collaboration en matière de sensibilisation à la sécurité	3
Participation de l'ASIM	4
Agents du SCDPI	4
Mesures demandées – CDPISP	4

Aperçu de la collaboration, de la participation et des réunions du SCDPI

Le SCDPI joue un rôle important dans l'étude des cybermenaces auxquelles fait face le secteur public canadien. Les tentatives des cybercriminels et des États étrangers hostiles d'obtenir nos renseignements et nos secrets nationaux et organisationnels, et d'utiliser notre infrastructure de TI demeurent une menace pour toutes les administrations. Le SCDPI offre aux dirigeants principaux de l'information et aux chefs de la sécurité (DPICS) ou à leurs délégués une façon de partager l'information, les pratiques exemplaires, les outils, les techniques et les renseignements sur les menaces permettant d'atténuer les risques pour le gouvernement en matière de cybersécurité. Surtout, les membres du SCDPI collaborent ouvertement et communiquent rapidement leurs expériences et leurs renseignements en ce qui concerne les nouvelles cybermenaces. La clé de la réussite pour ce type de collaboration est la confiance. La collaboration entre les administrations, simplement en termes de partage de l'information, permet régulièrement de prévenir ou d'atténuer les répercussions négatives sur l'infrastructure et les données.

Depuis novembre 2015, le SCDPI s'est réuni trois fois par conférence téléphonique et à une occasion en personne à Ottawa. Le SCDPI planifie actuellement une réunion qui aura lieu au printemps 2016 au Nouveau-Brunswick. Les téléconférences ont duré approximativement une heure et demie, et les réunions en personne, deux jours et demi à trois jours. Lors de ces téléconférences mensuelles, les membres ont présenté des points de discussion portant généralement sur les activités en cours, les renseignements sur les menaces ou d'autres renseignements sur les événements et les incidents qui se sont produits, ainsi que sur les pratiques exemplaires utilisées pour atténuer les risques. Les membres discutent également des initiatives stratégiques clés et d'autres projets d'importance.

Le SCDPI a constaté une amélioration de l'assiduité d'administrations auparavant absentes. Toutefois, le SCDPI a toujours des difficultés en ce qui concerne la participation aux réunions en personne. Les participants de certaines administrations changent fréquemment, ce qui pose un problème, et d'autres administrations, telles que le Yukon et le Nunavut, sont complètement absentes.

La cybersécurité n'a jamais été un enjeu aussi important, et les participants indiquent régulièrement que leur participation au SCDPI constitue l'une de leurs activités les plus profitables en cette matière. L'engagement d'assister aux téléconférences et aux réunions en personne est nécessaire pour s'assurer que nous relevions la barre collectivement à l'échelle nationale en ce qui a trait à la sécurité de l'information. Pour ce faire, il pourrait être nécessaire d'obtenir des engagements concrets en matière de déplacements ou de demandes de financement central. Sans une participation régulière des administrations concernées, il est difficile de faire progresser les initiatives canadiennes en cybersécurité. C'est pourquoi nous demandons au CDPIISP d'encourager pleinement la participation de toutes les administrations au SCDPI.

Rencontre du SCDPI à Ottawa

La collaboration et l'échange d'information entre les provinces, les territoires, les municipalités et le gouvernement fédéral sont essentiels et constituent la pierre angulaire des réunions du SCDPI. Du 24 au

26 novembre 2015, le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada (SCT) était l'hôte de la réunion semi-annuelle du SCDPI à Ottawa, en Ontario. Douze membres, représentant six provinces et territoires, l'Association des systèmes d'information municipale (AISM) Est et le gouvernement fédéral ont assisté à la réunion. Les administrations participantes ont fait le point sur leurs initiatives régionales de sécurité de l'information et activités concernant la cybersécurité. Elles ont discuté d'activités de formation et de sensibilisation à la sécurité, de nouvelles possibilités de collaboration, des campagnes contre l'hameçonnage, d'intervention en cas d'incident de sécurité informatique, de l'évaluation des risques, ainsi que de la collecte et du partage de renseignements sur les menaces. L'accent a également été mis sur la sécurité du nuage, des fournisseurs et de la chaîne d'approvisionnement. Des thèmes récurrents ont été abordés, tels que la pénurie de talents en cybersécurité, l'importance de déterminer et de réduire les risques relatifs aux voyages à l'étranger, la classification des données et la détermination des actifs attrayants ainsi que des normes pour les systèmes critiques. Le Centre de la sécurité des télécommunications Canada (CSTC) a présenté une séance d'information sur les menaces et les administrations ont fait part des leçons qu'elles ont tirées d'incidents survenus. Sécurité publique Canada a également fourni un aperçu de son plan d'action sur la cybersécurité.

Analyse juridictionnelle 2016 du SCDPI sur les privilèges administrateur

En novembre 2015, le CDPISP a demandé au SCDPI de préparer un rapport sur le recours aux droits d'administration. Le 7 janvier 2016, le SCDPI a présenté un rapport intitulé « NCSIP 2016 Jurisdictional Scan on Admin Privileges ». Le rapport consistait en une table ronde opérationnelle qui a permis d'établir que la plupart des administrations cessent de fournir des privilèges administrateur aux utilisateurs finaux afin de prévenir et d'atténuer les répercussions négatives causées par les modifications système non autorisées et les logiciels malveillants.

Enquêtes et collaboration judiciaire

Les spécialistes des technologies des administrations du SCDPI continuent de participer à une téléconférence mensuelle interprovinciale sur les enquêtes et les sciences judiciaires. Les participants à cette téléconférence ont l'occasion de partager des techniques modernes et de nouvelles possibilités tout en abordant la question des besoins changeants engendrés par les enquêtes et les sciences judiciaires. Ces participants témoignent de la valeur de cette occasion unique lors de chaque rencontre.

Collaboration en matière de sensibilisation à la sécurité

Les responsables en sensibilisation à la sécurité et en formation des administrations du SCDPI ont participé à plusieurs téléconférences interprovinciales et prévoient des rencontres plus régulières en 2016. Leur participation à la téléconférence a été décidée par le SCDPI et a permis à ces responsables de partager des techniques, des messages et du matériel utiles en matière de formation et de sensibilisation. Il s'agit là d'un excellent exemple d'un domaine pour lequel le SCDPI peut bénéficier d'une étroite collaboration.

Participation de l'ASIM

L'ASIM assure toujours sa participation au SNDPI. Richard Langley, de la Ville d'Ottawa a pris sa retraite en septembre 2015 et Terry Madsen, de la municipalité de Durham s'est proposé pour prendre sa place. Terry constituera un atout certain, et nous croyons que la participation d'un membre de l'ASIM Ouest serait également à l'avantage de l'ASIM.

Agents du SCDPI

Pendant la réunion du SCDPI de janvier 2016, les membres suivants ont été élus :

Kent Schramm – président (Ont.)

Gary Perkins – vice-président (C.-B.)

Grant Streeter – secrétaire (N.-B.)

Mesures demandées – CDPISP

1. Assurez-vous qu'un membre de votre administration vous représente au sein du SCDPI et qu'il participe activement aux téléconférences mensuelles. La représentation de chaque administration est nécessaire pour en maximiser les bénéfices et le succès.
2. Appuyez la participation de votre représentant aux réunions semi-annuelles en personne du SCDPI en fonction de vos contraintes actuelles en matière de déplacements.
3. Appuyez le plan d'action de la Stratégie de cybersécurité du Canada en favorisant la participation de votre administration au SCDPI.
4. Déterminez, au sein de votre administration, quelles sont les personnes responsables de la cybersécurité aux niveaux ministériel, sous-ministériel et aux autres niveaux, et assurez-vous que les membres appropriés sont toujours invités aux réunions FPT et aux tables rondes sur le sujet.
5. Envisagez l'organisation d'exposés trimestriels sur la cybersécurité au ministre et au sous-ministre, en raison du haut niveau d'intensité à prévoir en 2016 et au-delà.